



**HAL**  
open science

## Frères slaves ou éléments non fiables ?

Matěj Spurný

► **To cite this version:**

Matěj Spurný. Frères slaves ou éléments non fiables?. Cahiers du CEFRES, 2012, 32, pp.15-57.  
halshs-00707391

**HAL Id: halshs-00707391**

**<https://shs.hal.science/halshs-00707391v1>**

Submitted on 20 Jun 2012

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



CEFRES

Centre français de recherche  
en sciences sociales  
USR 3138 CNRS-MAEE

---

FRÈRES SLAVES OU ÉLÉMENTS NON FIABLES ? LES  
RÉÉMIGRANTS DANS LA TCHÉCOSLOVAQUIE  
D'APRÈS-GUERRE (1945-1955)

**Matěj Spurný**

*In :*

*Cahiers du CEFRES. N° 32, Individus sous contrôle*  
Françoise Mayer, Ondřej Matějka (dir.)

p. 15-57

Prague, CEFRES, 2012.

ISBN : 978-80-86311-26-5

ISSN 1805-0336

---

Pour citer cet article :

Matěj Spurný, « Frères slaves ou éléments non fiables ? Les réémigrants dans la Tchécoslovaquie d'après-guerre (1945-1955) », *Cahiers du CEFRES. N° 32, Individus sous contrôle*. Prague, 2012, p. 15-57.

---

# *Frères slaves ou éléments non fiables ? Les réémigrants dans la Tchécoslovaquie d'après-guerre (1945-1955)*

Matěj SPURNÝ

Institut d'histoire contemporaine, Académie des sciences  
de la République tchèque

Institut d'histoire économique et sociale, Faculté des lettres,  
Université Charles, Prague

## Résumé

Les régions frontalières vidées après la Deuxième Guerre mondiale de leurs habitants allemands ont été repeuplées par des centaines de milliers de Tchèques venus de l'intérieur du pays mais aussi par des dizaines de milliers de Tchèques et de Slovaques descendants d'émigrés qui s'étaient installés, le plus souvent au XIX<sup>e</sup> siècle, en Ukraine, Roumanie, Yougoslavie et autres. L'organisation de cette réémigration était portée par des arguments économiques, démographiques et idéologiques. Les réémigrants étaient accueillis et considérés comme patriotes authentiques susceptibles de participer au relèvement économique et au renforcement du caractère slave de ces régions. Leur intégration, néanmoins, posait problème. Certains d'entre eux ne parlaient pas tchèque et s'étaient intégrés dans les sociétés locales allemandes (pour ceux venus de Vienne, ou de Haute-Silésie). D'autres, les Tchèques de Volhynie, originellement considérés comme des propagateurs potentiels de l'idéologie communiste, se révèlent être ses grands opposants. L'étude analyse la façon dont ces réémigrants font face à leur nouveau milieu et à leur propre identité et les différentes loyautés dont ils font preuve avant et après 1948.

« En général, les réémigrants se sentent ici comme chez eux, ils s'intègrent bien, ils sont dans une large mesure satisfaits de leur situation, et leurs ennuis, s'il y en a, ne diffèrent guère des ennuis de nos autres compatriotes. »  
Rapport sur le déroulement de la réémigration de masse, 1949<sup>1</sup>

« Nous ne nous sentons pas ici comme chez nous mais plutôt comme au service d'un grand seigneur qui aurait le pouvoir de bastonner et de maltraiter tout sujet. Nous avons été mal accueillis et la situation se détériore progressivement [...] on fait ici plus confiance aux Allemands qu'à nous. »  
Plainte de réémigrants, Bohême de l'ouest, 1946<sup>2</sup>

Après la Deuxième Guerre mondiale, les Pays tchèques connurent le changement démographique le plus important de leur histoire : cinq millions de personnes furent déplacées. Plus de trois millions d'Allemands, dont les ancêtres résidaient depuis des siècles dans les zones frontalières du pays, perdirent la nationalité tchécoslovaque tout comme leurs droits civiques et leurs biens en vertu des décrets du président de la République. Ceux qui n'avaient pas été chassés violemment de leurs foyers dans les premiers mois d'après-guerre furent expulsés dans les années 1946-1947 en tant que citoyens apatrides. Conformément aux traités internationaux, ils furent transférés dans les zones occupées de l'Allemagne de l'est et de l'ouest. Seuls les ouvriers verriers, les mineurs et autres travailleurs recherchés firent exception à la règle – et furent au contraire obligés de rester – outre les Allemands des mariages mixtes, quelques dizaines de milliers d'Allemands refusés par les puissances occupantes

---

<sup>1</sup> Národní archiv [Archives nationales, par la suite noté NA], Prague, fonds 315/1 Úřad Predsednictva Vlády [Bureau de la Présidence du Gouvernement, noté ÚPV], carton 803, cote 783/8, « Konečná zpráva o provedení hromadné reemigrace Čechů a Slováků z ciziny (původce MPSP) » [Rapport final concernant la réémigration des Tchèques et des Slovaques résidant à l'étranger, auteur : ministère du Travail et des Affaires sociales], s.d. [1949].

<sup>2</sup> NA, Prague, fonds 315/1 (ÚPV), carton 1026, cote 1361/7, « Stížnost střelinských Čechů min. radovi Staškovi » [Plainte des Tchèques de Strzelin adressée au conseiller Staškovi], 12 juin 1946.

et un petit nombre de citoyens reconnus « antifascistes » par l'administration tchécoslovaque. Au total un peu moins de deux cent mille Allemands restèrent en Tchécoslovaquie (principalement dans les zones frontalières)<sup>3</sup>.

Des dizaines de milliers des Tchèques affluèrent dès la fin de la guerre dans ces zones frontalières d'abord secouées par les transferts dramatiques des personnes et des biens puis laissées à l'abandon. Aux troupes armées et aux formations paramilitaires responsables du maintien de « l'ordre » dans les périodes les plus troublées, s'ajoutèrent des hommes d'affaires ou des spéculateurs, des paysans, ouvriers, artisans ou bien employés de l'administration qui voulaient entamer une nouvelle vie. Malgré l'attractivité de ces contrées, il s'est avéré impossible de compenser complètement l'immense chute démographique. Afin d'atténuer les conséquences néfastes du déplacement forcé de millions de citoyens et pour peupler des régions devenues désertes, on décida d'attirer des Tchèques et des Slovaques résidant à l'étranger. Les résultats de ce programme ne comblèrent pas les attentes, même si des dizaines de milliers de descendants d'émigrés arrivèrent effectivement, principalement d'Ukraine, de Roumanie ou bien de Yougoslavie. Ces réémigrants (c'est ainsi que les documents officiels les nommèrent bientôt) étaient pour la plupart des fermiers, de petits agriculteurs, des artisans ou des ouvriers forestiers. Dans les zones frontalières où ils

---

<sup>3</sup> Durant ces deux dernières décennies, le déplacement forcé de plus de trois millions de citoyens germanophones de Tchécoslovaquie est un des grands sujets de débat public et d'étude historique. Dans le discours tchèque, ce déplacement forcé est appelé d'habitude « transfert » ou bien « déportation ». Parmi les historiens travaillant sur ce thème, mentionnons Tomáš Staněk qui a publié plusieurs monographies à ce propos dès les années 1990, Jaroslav Kučera, ou bien Detlef Brandes qui se concentre plutôt sur l'organisation politique et diplomatique du « transfert » ; dans la jeune génération, on trouve Adrian von Arburg qui traite le sujet du transfert forcé des Allemands souvent dans un plus large contexte, en rapport avec le repeuplement des zones frontalières dont il est question dans cette étude. Tomáš Staněk et Adrian von Arburg sont les éditeurs principaux d'un recueil important de documents sur le transfert dont les premiers tomes ont été publiés en 2010 : Adrian von Arburg et Tomáš Staněk (éd.), *Vysídlení Němců a proměny českého pohraničí 1945-1951. Dokumenty z českých archivů* (tome I et II. 2) [L'expulsion des Allemands et les transformations des régions frontalières tchèques. 1945-1951] (Prague : SUSA, 2010).

s'installèrent, on les attendait avec impatience dans l'espoir qu'ils pourraient y animer la vie économique.

Dans le présent article je m'efforcerai de comprendre comment ces gens ont été accueillis et intégrés au milieu local – aussi bien au niveau officiel et politique qu'au niveau des communautés locales ; je me bornerai au cas des Tchèques venus de l'ouest de l'Ukraine (les Tchèques de Volhynie)<sup>4</sup>. Je m'intéresse d'abord, et cela constitue ma première thèse, au clivage caractéristique entre un ethos quasi pathétique articulé autour de l'idée d'une volonté ardente de renforcement de l'élément slave et une pratique sociale problématique. Autrement dit, à la contradiction entre une rhétorique exaltant la fusion de ces personnes avec le corps de la nation et une certaine marginalisation de ces citoyens, pas toujours bien perçus par les membres de la société majoritaire. Ces clivages sont intéressants tant par leur constance que leur transformation dans les premières années de la dictature socialiste, ce que je m'efforce d'analyser dans un second temps. Je suis persuadé, et cela sera ma deuxième thèse, que cette attitude ambiguë envers les réémigrants, dans laquelle une vision exaltée de la collectivité se mêle à une répulsion envers un élément étranger, constitue un trait plus général de la société tchèque dans les années qui suivent la Deuxième Guerre mondiale, tout comme dans les premières années de la dictature socialiste.

---

<sup>4</sup> Les Tchèques de Volhynie, étaient les descendants des émigrants qui avaient quitté la Bohême et la Moravie dans les années 1870 afin d'améliorer leurs conditions de vie et s'étaient installés dans la province de Volhynie au sein de la Russie tsariste. Les communautés installées dans la Volhynie de l'ouest ont su plus que les autres garder non seulement leur langue mais aussi leur forte identité religieuse d'origine (protestante ou bien catholique) jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale. Les villages tchèques de Volhynie entretenaient des liens étroits avec la patrie d'origine de leurs habitants dès avant la Deuxième Guerre mondiale. Pendant la guerre, les Tchèques de Volhynie s'engagèrent largement dans l'armée tchécoslovaque étrangère qui luttait aux côtés de l'armée soviétique contre l'Allemagne nazie. Après l'expérience des dictatures nazie et stalinienne, une grande majorité des Tchèques de Volhynie souhaitaient rentrer dans leur patrie d'origine.

## Entre la glorification d'un renforcement national et le rejet de l'étranger

*L'attitude envers les réémigrants dans les premières années d'après-guerre*

Dans les dernières années de la guerre, les responsables politiques tchèques surestimaient la force que pouvaient représenter les Tchèques résidants à l'étranger : les documents officiels allaient jusqu'à avancer le chiffre de deux millions de Tchèques dispersés dans le monde, sans qu'on pût connaître la source de cette information. La politique qui visait à attirer les descendants des émigrants de l'ouest et de l'est vers leur patrie d'origine n'était pas seulement un effort pragmatique pour contrebalancer la chute démographique causée par le déplacement forcé des Allemands ; le succès de la réémigration devait attester de la vitalité et de la qualité de l'État tchécoslovaque renouvelé. Bien que le nombre des réémigrants n'ait atteint en fin de compte que 200 000, et que l'on ne soit pas parvenu à attirer ceux installés en Europe de l'ouest ou aux États-Unis, la réémigration fut en général saluée comme un tournant décisif dans le courant qui, depuis des siècles, avait poussé les hommes à quitter les pays tchèques et la Slovaquie pour gagner leur vie ailleurs. On peut lire ainsi dans les sources de l'époque, que ce processus « a pris fin dès le moment de notre révolution nationale [c'est-à-dire depuis 1945] et maintenant, au contraire, les Tchèques et les Slovaques viennent en masse du monde entier pour rentrer dans leur patrie »<sup>5</sup>.

La réémigration n'est pas seulement interprétée comme une preuve quantitative du succès de l'État national. D'autres motivations idéologiques permirent de l'intégrer à la narration légitimatrice de l'État national des Tchèques et des Slovaques, en particulier grâce à des arguments populationnistes, au nom de raisons ethniques et stratégiques,

---

<sup>5</sup> *České pohraničí* [Les régions frontalières tchèques] (Prague : Service de presse de l'Office de repeuplement et du Fonds national de rénovation, 1947), 26.

autrement dit, de la nécessité de renforcer « l'élément slave au sein de nos frontières »<sup>6</sup>. Avec le déplacement forcé des Allemands, la proportion de la population slave avait atteint une suprématie jusque-là inédite. Toutefois, la réémigration promettait de renforcer encore le nombre absolu des Slaves, avec des résultats immédiats sur les statistiques. Cet aspect national concernait surtout les régions frontalières. C'est pourquoi la réémigration était le plus souvent présentée comme la juste restitution de « toutes les régions de la république tchécoslovaque à l'élément slave originel »<sup>7</sup>. Les réémigrants devaient « permettre une rapide colonisation des zones frontalières » et leur arrivée était présentée comme « un renforcement démographique de l'État »<sup>8</sup>. Le discours officiel concernant le « renforcement national » ne se limitait pas à l'aspect démographique, il renvoyait à la propension des réémigrants, et notamment de ceux de Volhynie à qui l'on attribuait un sentiment national prononcé, à renforcer la qualité morale de la population. Leurs sympathisants dans la presse opposaient les compromis et la corruption de leurs compatriotes tchécoslovaques au slavisme authentique de ces Tchèques dotés de tous les traits « orientaux » si valorisés après la guerre<sup>9</sup>.

Les « motifs stratégiques » renvoyaient à l'espoir fondé sur l'idée qu'une partie des émigrants avaient fait leurs preuves dans un État hostile et face à une majorité appartenant à une

<sup>6</sup> NA, Prague, fonds 315/1 (ÚPV), carton 803, cote 783/8, « Vládní nařízení o umístění krajanů vracejících se do vlasti a poskytnutí jim hospodářské pomoci a sociální péče (důvodová zpráva) » [Décret sur la répartition des compatriotes de retour dans leur patrie et sur l'aide économique et sociale à leur accorder (note justificative)], octobre 1946.

<sup>7</sup> NA, Prague, fonds 315/1 (ÚPV), carton 725, cote 762/2/1, « Zákon o přiznání hospodářských a právních úlev krajanům vracejícím se do vlasti (důvodová zpráva) » [Loi sur l'attribution d'allègements légaux et économiques aux compatriotes de retour dans leur patrie (note justificative)], 19 mars 1946.

<sup>8</sup> NA, Prague, fonds 315/1 (ÚPV), carton 725, cote 762/2, « Ústavní zákon ze dne 12. dubna 1946 o udělení státního občanství krajanům vracejícím se do vlasti (důvodová zpráva) » [Loi constitutionnelle du 12 avril 1946 sur l'attribution de la citoyenneté aux compatriotes de retour dans leur patrie (note justificative)].

<sup>9</sup> František Karas, « Volyňští Čechové, vydatná posila našeho národního života » [Les Tchèques de Volhynie : un renfort substantiel de notre nation], *Svobodné Slovo*, 21 novembre 1946 (réimprimé dans : *Věrná stráž* 1, 20 décembre 1946, 12).



nationalité différente. Les Tchèques de Volhynie apparaissaient mieux armés que les habitants issus du centre du pays si les frontières venaient à devoir être défendues. On leur assignait d'autant plus facilement ce rôle de « gardes frontières », qu'ils avaient participé activement à la libération de la Tchécoslovaquie, en tant que soldats, et cette expérience, comme leur sentiment guerrier et anti-allemand, renforçaient la fiabilité qui leur était attribuée. L'idée d'une « récompense » ou compensation des épreuves subies pendant la guerre a d'ailleurs joué un rôle important pour ces « libérateurs ». Les Tchèques de Volhynie ont ainsi obtenu un droit préférentiel dans le cadre de la distribution des biens confisqués. Droit qui a néanmoins suscité un certain nombre de conflits entre eux et les personnes venues du centre du pays, comme nous le verrons plus tard.

La réémigration est enfin souvent évoquée dans le registre exalté si typique pour l'époque de « l'aide efficace » procurée à ces compatriotes résidant à l'étranger, dans des « conditions économiques désastreuses » et pour qui la réémigration est « salutaire tant du point de vue économique que de celui de leur santé ou de leur vie »<sup>10</sup>. La réémigration était ainsi considérée, selon le vocabulaire d'aujourd'hui, comme une vaste action humanitaire.

### *Arguments principaux en faveur de la réémigration*

Il ne faut pas voir dans ces justifications rhétoriques de la réémigration, de simples clichés limités aux documents officiels et aux articles de l'époque. Cette propagande correspondait à une réalité vécue, aussi bien par la société majoritaire que par les réémigrants. Cela étant, dès 1945, l'argumentation dominante fut celle qui soulignait l'aspect économique de la réémigration et faisait passer à l'arrière plan

---

<sup>10</sup> NA, Prague, fonds 315/1 (ÚPV), carton 803, cote 783/8, « Vládní nařízení o umístění krajanů vracejících se do vlasti a poskytnutí jim hospodářské pomoci a sociální péče (důvodová zpráva) » [Décret sur la répartition des compatriotes de retour dans leur patrie et sur l'aide économique et sociale à leur accorder (note justificatrice)], octobre 1946.

l'idée du retour attendu dans la vieille patrie, comme en témoigne le rapport accompagnant la réglementation gouvernementale sur l'installation des compatriotes de retour dans le pays et leur soutien économique et social : « le gouvernement a pris en compte surtout des raisons d'ordre économique. Les réémigrants devraient fournir les forces de travail qui manquent et permettre d'achever notre grand projet de repeuplement »<sup>11</sup>. Pour la Tchécoslovaquie, et surtout pour ses zones frontalières, les réémigrants représentaient ainsi principalement « une réserve de forces de travail »<sup>12</sup>.

Parmi les réémigrants, on comptait sur un certain nombre d'artisans, prêts à continuer à exercer leur profession ; l'administration les aida en les exonérant des charges et des formalités ordinairement exigées. Cet allègement était destiné « à faciliter le retour des compatriotes [...] [leur] intégration économique convenable, à susciter leur envie de rentrer et à permettre ainsi un repeuplement rapide et dans de bonnes conditions »<sup>13</sup>. Plus encore que les artisans (qui représentaient de toute façon une minorité parmi les réémigrants), on recherchait des agriculteurs et des ouvriers capables d'occuper les places laissées vacantes par les Allemands après leur départ forcé. L'État disposait des réémigrants à sa guise et pouvait les envoyer dans les régions où il en avait le plus besoin, ce qui présentait un avantage non négligeable. Les Tchèques de Volhynie échappaient néanmoins à cette règle, dans la mesure où on leur avait promis de les accueillir dans les régions les plus fertiles ; de plus, ils exigeaient de leur côté des propriétés individuelles. Les intellectuels étaient

---

<sup>11</sup> *Ibid.*

<sup>12</sup> NA, Prague, Archiv Ministerstva vnitra-Nosek [Archives du ministère de l'Intérieur, fonds Nosek, noté AMV-Nosek], carton 55, « Programové prohlášení osidlovacího úřadu » [Déclaration programmatique du bureau du repeuplement] (par Miroslav Kreysa), s.d. [1945].

<sup>13</sup> NA, Prague, fonds 315/1 (ÚPV), carton 725, cote 762/2/1, « Zákon o přiznání hospodářských a právních úlev krajanům vracějícím se do vlasti (důvodová zpráva) » [Loi sur l'attribution d'allègements légaux et économiques aux compatriotes de retour dans leur patrie], 19 mars 1946.

explicitement écartés de l'offre de réémigration ; au cours d'un conseil important au ministère de l'Intérieur, le capitaine Pokorný déclara : « notre république veut des réémigrants qui apportent la force de leurs mains ; elle ne s'intéresse pas au retour des cerveaux tchèques. » Ce manque d'intérêt était en partie lié à la crainte d'accueillir des personnes trop autonomes, avec des contacts à l'étranger ; les sources officielles déclaraient que les personnes disposant d'une formation universitaire « peuvent beaucoup plus contribuer à la prospérité du pays à l'étranger que chez nous » et « que l'intelligentsia est assez nombreuse dans ce pays »<sup>14</sup>.

### *Conflits concernant les biens*

Nous errons d'un village à l'autre comme des vagabonds. Nous souffrons de voir que notre vieille patrie, à laquelle nous sommes toujours restés fidèles, nous traite comme une marâtre. Toutes les propriétés de quelque qualité ont été données à la famille et à des proches et on nous a offert ce dont personne ne voulait plus<sup>15</sup>.

En dépit de la position sociale dont jouissaient les réémigrants, grâce aux privilèges et exonérations consentis par une législation bienveillante, et malgré l'empressement avec lequel leur fut octroyée la nationalité tchécoslovaque, un grand nombre de réémigrants entrèrent en conflit, souvent violent et durable, avec la société majoritaire, et ce, dès les premières années, voire les premiers mois suivant leur arrivée dans les zones frontalières. La rhétorique enthousiaste qui accompagnait les cérémonies d'accueil ne parvenait guère à apaiser les conflits. La question des biens constituait bien sûr la source la plus fréquente de discordes, même si, souvent, l'altérité, les divergences politiques, ou ce qui pouvait être perçu comme un instinct grégaire au sein de la communauté des réémigrants pouvait aussi jouer un rôle. Ainsi les

<sup>14</sup> NA, Prague, fonds 315/1 (ÚPV), carton 961, cote 1261/8, Conseil au ministère de l'Intérieur, 20 septembre 1946.

<sup>15</sup> Article de la revue *Věrná stráž* (année II, 1. 5. 1947), cité d'après : Jaroslav Vaculík, *Dějiny volyňských Čechů*. III, 1945-1948 [Histoire des Tchèques de Volhynie. III, 1945-1948] (Brno : Masarykova univerzita, 2001), 115.

réémigrants étaient-ils considérés comme une minorité (contre leur propre volonté et la volonté de l'administration centrale) : un groupe avec une mentalité spécifique, une langue parfois différente, et des intérêts propres.

Toutes sortes de groupes connurent ainsi des conflits concernant les biens et leur gestion. Les réémigrants venus en tant que simples ouvriers ou agriculteurs, furent assez peu concernés. Les Tchèques de Volhynie, en revanche, posèrent plus de problèmes. Arrivés comme fermiers, ils réclamèrent des biens dans les régions les plus fertiles, en l'occurrence autour des villes de Žatec et Podbořany (en Bohême de l'ouest) et Litoměřice (à 70 km au nord de Prague). Presque toutes les familles de Tchèques de Volhynie comprenaient des membres qui avaient combattu dans l'armée du général Svoboda et participé à la libération du pays ; à ce titre, ils furent prioritaires dans l'affectation des biens confisqués<sup>16</sup>. Ces soldats de l'armée du général Svoboda (dits *Svobodovci*), retenus par différentes tâches à la fin de la guerre, arrivèrent plus tardivement dans les régions où ils souhaitaient se fixer. Entre-temps, les migrants venus du centre du pays avaient déjà occupé les meilleures terres en tant qu'« administrateurs nationaux » (*národní správcí*). Les familles des soldats morts sur le front oriental se trouvaient dans une situation encore plus difficile. Elles aussi jouissaient d'un droit préférentiel, mais en raison des négociations compliquées avec l'URSS, elles n'arrivèrent en Tchécoslovaquie qu'en 1947. À cette date, il n'y avait guère de biens libres dans les régions les plus demandées. Le cas des Tchèques de Volhynie nous permet d'analyser la dynamique du conflit entre deux puissants groupes d'intérêt – les réémigrants et les administrateurs nationaux venus du centre du pays – dont différents acteurs politiques au niveau local, régional ou national se disputaient la faveur. Ce cas particulier permet d'observer comment l'appartenance à un groupe privilégié devient un stigmate,

---

<sup>16</sup> D'après le décret du Président de la République n° 108/1945 Sb. du 25 octobre 1945 sur la confiscation des biens des ennemis et sur les Fonds de la rénovation nationale.

susceptible d'approfondir l'isolement social, renforcer l'antagonisme avec la société majoritaire. Ces réémigrants avaient le sentiment d'avoir été mal reçus, avec hostilité, et que là où ils attendaient de la reconnaissance, la majorité leur fit savoir qu'en Tchécoslovaquie ils n'étaient pas chez eux.

Les administrateurs nationaux percevaient les soldats démobilisés venus de Volhynie comme une menace, une source de « chaos mettant en péril l'avenir des administrateurs nationaux et de leurs familles déjà implantées dans la région ». De leur côté, ils affirmaient être venus dans les régions frontalières, non pour des raisons égoïstes, mais pour répondre au plus vite à l'appel lancé pour repeupler ces régions, et parce qu'ils « estimaient de leur devoir, envers la nation, de récupérer les biens jadis usurpés aux Tchèques ». Dans ces conditions, ils jugeaient injuste la menace d'être chassés des maisons dont ils avaient pris la charge après avoir quitté leur propre demeure. Ils avaient été les premiers à faire ce choix en affrontant l'incertitude d'une nouvelle vie dans les zones frontalières troublées. Ceux qui étaient venus dans ces régions à la faveur des directives de septembre 1945 sur les fonctionnaires pour administrer les domaines étaient en général ceux que « le régime agrarien d'avant guerre avait mis sur la paille ». Si on devait leur retirer les biens pour lesquels ils avaient déployé tant d'efforts, ils ne pouvaient percevoir cela que comme « une immense injustice et une discrimination »<sup>17</sup>.

Ces populations venues du centre pays étaient souvent soutenues par des fonctionnaires locaux – les frontières entre les deux groupes étaient d'ailleurs poreuses. Les réémigrants quant à eux, se heurtaient quelquefois au fait que l'on donnait ouvertement la préférence à d'autres arrivants. Ils

---

<sup>17</sup> Résolution prise par les délégués des administrateurs nationaux et des entreprises d'artisans et des maisons familiales à la conférence du 2 septembre 1945 à Litoměřice en présence de 1620 délégués, publiée par : Helena Nosková, *Návrat Čechů z Volyně: naděje a skutečnost 1945-1954* [Le retour des Tchèques de Volhynie : espoirs et réalité. 1945-1954] (Prague : Ústav pro soudobé dějiny, 1999), 91-93.

s'entendaient parfois dire : « Nous ne vous avons pas appelés »<sup>18</sup>. C'étaient souvent les comités nationaux locaux<sup>19</sup>, les comités de paysans et d'autres instances locales qui s'opposaient à l'affectation de terres à des réémigrants, généralement au simple motif que quelqu'un d'autre avait déjà fait une demande<sup>20</sup>. Il ne s'agissait pas seulement de clientélisme de la part de l'administration locale. Les fonctionnaires locaux ne supportaient pas que le ministère de la Défense ou d'autres organes centraux interviennent dans un champ qu'ils considéraient comme le leur. Ils avaient l'impression qu'on empiétait sur leurs prérogatives, lorsque, par exemple, les officiers des unités étrangères de l'armée s'adressaient aux comités nationaux locaux pour soutenir les dossiers des Tchèques de Volhynie<sup>21</sup>. Pour eux, attribuer des biens, revenait à déterminer qui seraient les citoyens de leur ville ou de leur région, qui seraient leurs éventuels voisins, qui seraient les travailleurs qui allaient contribuer à la vie de leur communauté – c'était donc à eux de prendre ces décisions.

De leur côté, les membres de l'Union des Tchèques de Volhynie (*Svaz Čechů z Volyně*), fondée à Žatec en 1945, opposaient leurs propres mérites au fait que les terres des zones frontalières aient été occupées par « des administrateurs nationaux venus du centre du pays, non-

<sup>18</sup> NA, Prague, AMV-Nosek, carton 16, Rapport : Dimitrij Buchaj, národní správa majektu zahraničního vojáka Anatola Srkala [Dimitrij Buchaj, l'administration nationale des biens du soldat étranger Anatol Skral], 7 décembre 1946.

<sup>19</sup> *Místní národní výbor* (MNV). Il s'agit des organes d'administration communale.

<sup>20</sup> Voir par exemple les difficultés liées à l'attribution de biens à Josef Kulich, ancien soldat combattant dans les légions tchécoslovaques pendant la Première Guerre mondiale, père de quatre enfants, soldats dans l'armée du général Svoboda : NA, Prague, Archiv Ústředního výboru Komunistické strany Československé, [Archives du Comité central du PCT, par la suite noté : AÚV KSČ], fonds 23 Osídlovací komise [Commission du peuplement], et al. 372-2, « Závady při osídlování volyňských Čechů – stížnost » [Problèmes survenus lors de l'installation des Tchèques de Volhynie - plainte], 4 novembre 1947.

<sup>21</sup> Cf. par exemple « Žádost MNV Pohořelice o zásah do osídlování volyňských Čechů » [Demande du Comité national local de Pohořelice en faveur d'une intervention dans l'installation des Tchèques de Volhynie], 7 novembre 1945, publié par : Nosková, *Návrat Čechů*, 102-103.

qualifiés, peu fiables, des couples mixtes », selon eux, tout cela devait être revu en profondeur<sup>22</sup>.

Pour les Tchèques de Volhynie, tout comme pour les autres réémigrants, les conflits et la confiscation des biens témoignaient d'une malveillance collective qui les blessait profondément. Ils se sentaient souvent déçus et trahis, et considéraient la rigueur, voire l'hostilité de l'administration comme un manque de reconnaissance.

### *L'aversion pour l'étranger*

Les descendants des émigrants tchèques protestants<sup>23</sup> de Haute-Silésie, de la région d'Opole et de Strzelin, figuraient parmi les groupes les moins nombreux de réémigrants. Certains, en particulier les employés de l'administration locale ou des ministères et les résidants venus du centre du pays, craignaient que ces Tchèques ne maîtrisent plus leur langue, ayant vécu pendant plusieurs générations en milieu germanique. Au cours de l'année 1946, cinq ministères au total s'intéressèrent à la communauté des Tchèques d'Opole et de Strzelin, récemment arrivée dans les régions de Mariánské Lázně (Marienbad) et de Loket et considérée comme problématique. Il s'agissait des ministères de l'Intérieur, de l'Information, de l'Instruction publique, de l'Agriculture et des Affaires étrangères. Juste après l'arrivée des premiers réémigrants, le rapporteur du ministère de l'Instruction publique à Loket fit part de ses doutes :

Nous avons été surpris par le fait que les parents et les enfants parlent presque uniquement un mauvais allemand et que les maris des femmes de Silésie sont toujours retenus prisonniers en tant que soldats allemands. Nous avons des doutes sur la capacité de ces colons à être de bons gardes frontières ici, dans la région même de

<sup>22</sup> NA, Prague, AÚV KSČ, fonds 100/24 (Klement Gottwald), carton 45, archivní jednotka [pièce n°, noté a.j.] 852, p. 175, « Údaje o tuzemských přidělcích a národních správcích na zemědělských usedlostech - vyzádaní » [Information concernant les autochtones et les administrateurs nationaux travaillant dans les fermes - réclamation], 19 février 1947.

<sup>23</sup> Il s'agit de membres de l'Église évangélique des frères tchèques.

[Karl Hermann] Frank<sup>24</sup>. Nous pensons qu'il serait peut-être mieux pour l'État si ces gens-là pouvaient bénéficier de la possibilité d'être insérés dans un milieu purement tchèque où ils parviendraient mieux à s'intégrer<sup>25</sup>.

Même le président du comité de repeuplement Hynek Švarz fit part de son étonnement en constatant que « des compatriotes vivant pendant des siècles parmi les Polonais et les Allemands sont envoyés dans les zones frontalières » et il ajoutait qu'à son avis « les zones frontalières devraient être occupées par des individus plus sûrs »<sup>26</sup>.

Ces hôtes indésirables venaient de vivre des semaines et des mois épouvantables pris dans la tourmente des purifications ethniques de Pologne, lorsque du centre du pays étaient venus des individus piller leurs propriétés, parfois les chasser de leurs demeures, voire les tuer. Certains nouveaux venus étaient perçus comme étant Allemands : leurs voisins Polonais n'avaient que rarement pris leur défense - ils n'étaient pas Polonais et avaient dû quitter la Silésie au plus vite. Un grand nombre d'entre eux avaient passé Noël en transit dans des wagons de marchandises. Malgré tout, certains en parlent comme du plus beau Noël de leur vie, car ils étaient déjà « sur le sol tchèque, c'est-à-dire chez eux ». D'après quelques témoignages, ils arrivèrent en Bohême de l'ouest, à Loket, Planá, Mariánské Lázně ou Tři Sekery tels des « vagabonds, sans rien à se mettre »<sup>27</sup>. Leur joie du retour dans la patrie se heurta bientôt à la méfiance de leurs nouveaux voisins, des employés de l'administration locale et même des membres de la police qui mirent plusieurs jours à

---

<sup>24</sup> Né à Karlsbad, député du Parti allemand des Sudètes (SdP) puis Gauleiter des régions annexées par le Reich pour le NSDAP, enfin ministre d'État du Reich pour la Bohême et la Moravie, Frank fut condamné et exécuté en 1946 pour crimes de guerre.

<sup>25</sup> NA, Prague, fonds 315/1 (ÚPV), carton 1026, cote 1361/7, « Nástup kolonistů, hlášení (Původce: zmocněnec ministerstva školství a osvěty pro národní školy) » [L'arrivée des colons, rapport (auteur : délégué du ministère de l'Éducation pour les écoles nationales)], 16 décembre 1945.

<sup>26</sup> *Ibid.*, « Cestovní zpráva z návštěvy krajanů z Polska, usídlených v okrese Planá u Mar. Lázní » [Compte rendu de visite des compatriotes de Pologne installés dans le district de Planá, près de Mariánské Lázně (Marienbad)], 25 janvier 1945.

<sup>27</sup> *Ibid.*



vérifier leur identité à la gare de Plzeň (Pilsen). Les réémigrants craignaient particulièrement la police nationale (*Státní národní bezpečnost*, SNB). Dans une des maintes plaintes déposées, on peut lire :

Le gouverneur national et les gens de la SNB viennent nous fouiller même pendant la nuit ; ils nous réveillent et nous font peur en disant que les femmes vont être envoyées séparément dans un camp de travail forcé et les enfants aussi. Quand nous leur montrons l'attestation de notre fiabilité politique et nationale et notre certificat de rapatriement, ils ne sont pas satisfaits et nous disent que ce n'est pas suffisant pour eux et qu'il dépend d'eux seuls que notre nationalité tchèque soit déclarée valide<sup>28</sup>.

Les familles placées dans le village de Tři Sekery, au milieu des forêts de Český Les (à quelques kilomètres de Mariánské Lázně), ont sans doute vécu la situation la plus difficile. Le village était occupé par 216 réémigrants et 184 « Tchèques »<sup>29</sup> dont la majorité était venue du centre du pays. Un membre du comité national local, Trnka, ne cachait pas que ces derniers n'aimaient pas les réémigrants. À la mairie, on se mit à les appeler « les Polonais » et on déclarait ouvertement que même « les Allemands val[aient] mieux ». On reprochait aux réémigrants de ne pas parler correctement tchèque et de ne pas verser d'arrhes pour leurs nouvelles maisons, faute d'argent<sup>30</sup>. Les difficultés faites aux réémigrants par les employés de l'administration locale, alors qu'ils commençaient à exploiter leurs terres, culminèrent avant les élections de mai 1946, lorsqu'à la suite de vérifications nocturnes sur la « fiabilité nationale », le président du comité national local, soutenu par le principal officier de la gendarmerie et d'autres membres de l'administration locale, décida que les réémigrants ne

<sup>28</sup> *Ibid.*, « Svědectví Aloise Buriánka » [témoignage d'Alois Buriánek] (Rapport pour le ministère de l'Intérieur), 18 avril 1946.

<sup>29</sup> Quoique les réémigrants aient eux aussi été de nationalité tchèque, ce que prouvait même une attestation officielle, les rapports distinguent toujours entre les « réémigrants » et les Tchèques.

<sup>30</sup> *Ibid.*, Rapport de voyage, 18 mars 1946.

pourraient pas voter<sup>31</sup>. L'année suivante, suite à des plaintes évoquant « le caractère germanique » et la collaboration supposée de quelques Tchèques venus de Strzelin, le ministère de la Défense prit la décision d'expulser vers l'Allemagne quarante-quatre réémigrants du village de Tři Sekery<sup>32</sup>.

Les Tchèques venus de la région de Klodzko (Glatz) et de Vienne se heurtèrent à une méfiance similaire de la part de l'administration et à un manque de coopération qui frisait la persécution<sup>33</sup>. Les Tchèques de Klodzko installés autour de la ville de Nejdek (au nord-ouest de Karlsbad) ou bien dans la région de Broumov (nord-est de la Bohême, à la frontière polonaise), étaient considérés comme « des éléments absolument pas fiables », à propos desquels « on ne peut guère parler d'origine slave ». Leur présence aurait suscité « l'indignation dans le milieu tchèque »<sup>34</sup>. Dans le cas de ces réémigrants, leur socialisation en milieu allemand était souvent évoquée. L'effort déployé pour sauver le plus grand nombre de Tchèques d'une assimilation en milieu étranger et pour profiter de leur expérience afin de repeupler et de

<sup>31</sup> *Ibid.*, « K rukám pana ministerského rady Dr. Staška » [À l'intention de M. le docteur Straška, conseiller ministériel], 12 juin 1946. Une enquête indépendante du bureau de Karlovy Vary (Karlsbad) pour la repopulation (Oblastní osidlovací úřadovna à Karlovy Vary) prouve aussi que l'on empêche les réémigrants du village de Tři Sekery de voter. Cf. *ibid.*, procès-verbal du 8 août 1946.

<sup>32</sup> *Ibid.*, « Přemístění exulantů - reemigrantů ze Tří Seker do tábora v Poděbradech (Rapport) » [Déplacement des exilés-réémigrants de Tři Sekery vers le camp de Poděbrady (Rapport)], 15 octobre 1947. Ce cas a été critiqué aussi dans la revue protestante *Kostnické listy* : « Kdo má zájem na tom, aby potomci exulantů byli vyvezeni za hranice? » [Qui a intérêt à ce que les exilés soient reconduits à la frontière ?], *Kostnické listy*, 9. 10. 1947.

<sup>33</sup> NA, Prague, fonds 315/1 (ÚPV), carton 938, cote 1221/2, « Korespondence Československého ústředního komitétu ve Vídni a Ministerstva zahraničních věcí » [Correspondance du comité central tchécoslovaque de Vienne avec le ministère des Affaires étrangères], juin 1946.

<sup>34</sup> NA, Prague, AMV-Nosek, carton 255, « Dopis Komise pro otázky osídlení ÚV KSČ ministru vnitra Noskovi » [Lettre de la Commission au repeuplement du CC du PCT au ministre de l'Intérieur Nosek], 1<sup>er</sup> juillet 1946.

reconstruire des zones frontalières<sup>35</sup> se heurtait souvent à une crainte quasi paranoïaque du retour et de l'infiltration par « des éléments non fiables du point de vue national et étatique », soupçonnés de germanophilie<sup>36</sup>. Les mariages mixtes contractés par des réémigrants provoquaient une certaine phobie<sup>37</sup>. Or, dans les petites communautés tchèques de Kłodzko, comme ailleurs en Silésie ou en Autriche, les mariages mixtes étaient inévitables sur plusieurs générations. Les années d'après-guerre furent ainsi marquées par divers excès : au ministère de l'Intérieur, on envisagea même de changer les prénoms des réémigrants venus des régions de langue allemande. Des prénoms tels que Horst ou Edeltruda semblaient inacceptables<sup>38</sup>. Les rapatriés de Ruthénie subcarpatique posaient le même problème à cause de leur socialisation en milieu magyarophone ; on les désignait par le terme d'*Optanti* (les « optants »)<sup>39</sup>.

D'autres groupes de réémigrants venant de régions « slaves » furent confrontés à cette xénophobie au niveau local, tandis qu'au niveau national on doutait de leur loyauté. Au fond, la question de la fiabilité était soulevée à propos de toute communauté « étrangère » un tant soit peu soudée, surtout si ces communautés devaient s'installer dans les régions frontalières. Dans ces zones récemment repeuplées, les différences linguistiques ou les difficultés d'intégration dont la presse se faisait largement l'écho, étaient plus visibles

<sup>35</sup> Le projet est parfois qualifié de dernière chance pour endiguer « une perte du sang tchèque ». Voir : NA, Prague, fonds 315/1 (ÚPV), carton 1023, cote 1361/2, « Záznam o poradě při MSP » [Compte rendu de réunion au ministère des Affaires sociales], 22 octobre 1946.

<sup>36</sup> Ces termes sont employés dans la demande – qui fut rejetée – de rapatriement de Walter et Pavel Akunin : NA, Prague, AMV-Nosek, carton 32, čj 3050, 6 janvier 1948.

<sup>37</sup> Voir NA, Prague, fonds 315/1 (ÚPV), carton 1062, cote 1383/1, « Smíšená manželství reemigrantů » [Les couples mixtes de réémigrants], Correspondence du ministère de l'Intérieur et du Bureau des Tchécoslovaques à l'étranger (Československý ústav zahraniční), novembre 1947, 7 et 24 janvier 1948.

<sup>38</sup> NA, Prague, fonds 315/1 (ÚPV), carton 961, cote 1261/8, Conseil au ministère de l'Intérieur, 20 septembre 1946.

<sup>39</sup> NA, Prague, fonds 315/1 (ÚPV), carton 1028, cote 1361/25, « Převozy ZU – národnostní stránka » [Transferts de Transcarpathie ukrainienne – la question des nationalités], 26 juillet 1947.

et suscitaient le plus de questions<sup>40</sup>. Le ministère de la Défense mettait également en garde contre la création « d'îlots linguistiques » dans les zones frontalières, surtout autour des villes de Falknov (Sokolov) et de Nejdeč (Bohême de l'ouest) où un grand nombre de Tchèques de Silésie étaient arrivés. Le ministère recommandait de disperser à l'intérieur du pays, ces citoyens à l'identité ambiguë<sup>41</sup>.

### **Le sens de la communauté comme fondement de l'identité**

*Les réémigrants de Volhynie au temps de « l'édification d'un ordre nouveau »*

Si les Tchèques de Volhynie se sont souvent heurtés à des obstacles et à l'incompréhension c'est qu'ici, dans les zones frontalières, différents groupes constituant la nation se sont rencontrés, dont chacun avait vécu pendant très longtemps selon un mode de vie influencé par son milieu d'origine. Seule une période plus longue de vie en commun peut permettre de supprimer ces différences et de créer une masse populaire homogène<sup>42</sup>.

František Malář, président du Comité national local (MNV) de Žatec, était un optimiste. Comme la plupart des gens vivant dans les zones frontalières, il considérait que les différences entre les hommes étaient plutôt un problème mais il croyait que le temps pouvait paisiblement faire disparaître ces particularités. Seule une longue vie commune engendrerait : « une masse populaire homogène », son idéal. Quoi qu'on pense de sa vision, d'une certaine façon, le président du Comité national local avait raison. Dans les zones frontalières, on assistait, par rapport aux autres régions, à la création d'une société assez souple, sans hiérarchies

<sup>40</sup> « Jazykové těžkosti v pohraničí » [Difficultés linguistiques dans les régions frontalières], *Náš Hraničář*, II/7, 11 avril 1947, 11.

<sup>41</sup> NA, Prague, fonds 315/1 (ÚPV), carton 1023, cote 1361/2, « Reemigranti-závady (Původce: MNO - hlavní štáb) » [Problèmes avec les réémigrants (auteur : ministère de la Défense nationale - État major général)], 20 février 1947, surtout la troisième partie (Homogenní společenství [Une société homogène]), chapitre « Kdo se liší, je nespolehlivý » [Celui qui est différent n'est pas sûr].

<sup>42</sup> « Interview s předsedou MNV v Žatci, p. Františkem Malářem » [Entretien avec le président du Comité national local de Žatec], *Věrná stráž*, année I, 12 décembre 1946, 5.

traditionnelles, une société égalitaire, plus dépendante des acteurs externes (administration, police, État en général) faute de liens de voisinage. Pour un grand nombre des acteurs concernés, la suppression des identités traditionnelles n'était pas aussi facile qu'on aurait pu le croire de prime abord et comme se plaisaient à l'assurer les fonctionnaires locaux dans les années 1950. Le conflit entre l'assimilation dictée par l'époque, et le maintien des liens traditionnels de loyauté et d'identité ne pouvait bien sûr manquer d'affecter la communauté spécifique que formaient (et que forment toujours, au moins en partie) les réémigrants de Volhynie.

Agriculteurs venus d'URSS, les Tchèques de Volhynie étaient susceptibles d'être perçus comme les précurseurs de la collectivisation de l'agriculture. Le Parti communiste tchécoslovaque (PCT) soutint cette idée, même lorsque la réalité s'avéra un peu plus compliquée. Dans les années 1980, l'historien et spécialiste de la réémigration des Tchèques de Volhynie, Jaroslav Vaculík, soulignait déjà que « leur origine sociale et leur position économique prédisposaient très négativement les Tchèques de Volhynie à l'égard de la collectivisation de l'agriculture » et qu'ainsi « ils ne faisaient pas partie de ceux qui l'avaient activement soutenue dans leurs villages ». Il ajoutait que quelques particuliers, surtout parmi les réémigrants installés avant la guerre dans la partie est de Volhynie, (qui faisait alors partie de l'URSS) « avaient compris les avantages de la production socialiste de masse, grâce à leur expérience dans les kolkhozes ou sovkhoses soviétiques d'avant guerre »<sup>43</sup>. Les études parues après 1989 soulignent bien sûr l'aversion des Tchèques de Volhynie à l'égard de la collectivisation de l'agriculture. Dans cette

---

<sup>43</sup> Jaroslav Vaculík, « K průběhu asimilace volyňských Čechů v letech 1949-1952 » [Le processus d'assimilation des Tchèques de Volhynie. 1949-1952], in *Materiály k problematice novoosídleneckeho pohraničí* [Document sur la question des nouveaux habitants des régions frontalières], vol. 5 (Prague : Ústav pro etnografii a folkloristiku ČAV, 1982), 3-9, ici p. 3 et 4. Vaculík avait déjà traité ce sujet en 1980 : Jaroslav Vaculík, « Kolektivizace zemědělství a volyňští Češi 1949-1952 » [La collectivisation de l'agriculture et les Tchèques de Volhynie], *Vlastivědný věstník moravský* 32 n° 2 (1980) : 138-143.

version revisitée du passé, les réémigrants deviennent les nouveaux héros de la résistance et les victimes de l'appareil répressif de la dictature communiste<sup>44</sup>. Une partie des Tchèques de Volhynie, surtout ceux de l'armée du général Svoboda, ont en effet pris part à des activités menées contre la stabilisation de la dictature communiste et certains d'entre eux ont été arrêtés, jugés, voire emprisonnés. D'autres ont connu le même sort bien que n'ayant pris part à aucune activité « anti-étatique » ; en tant que personnes non fiables, ils furent la cible de provocations ou de fausses accusations. Mais ces cas ne sont pas vraiment représentatifs de la vie de la communauté des Tchèques de Volhynie dans les années 1950.

L'identité des Tchèques de Volhynie, cultivée encore aujourd'hui avec fierté par un grand nombre d'entre eux, est, par principe, apolitique<sup>45</sup>. Pour la plupart, elle se fonde d'abord sur l'attachement à leur confession, sur une Église décentralisée mais non moins influente, et ensuite sur un mode de vie paysan, lié à la terre qu'ils cultivent. Pour des générations de Tchèques de Volhynie installés aux frontières après la guerre, la clé de voûte de ces deux liens fut la communauté villageoise, communauté de voisinage qui a cherché à préserver son identité, en dépit du déracinement et de la dispersion. Effectivement, face à la collectivisation de l'agriculture, l'identité « paysanne » des Tchèques de Volhynie s'est montrée plus souple que celle, par exemple, de certaines familles traditionnelles dans la région de Vysočina. D'une part, l'expérience du stalinisme pendant et juste après la guerre montrait, pour simplifier à l'extrême, que la voie de la résistance directe menait à l'anéantissement. D'autre part, les champs que ces individus travaillaient en Tchécoslovaquie

---

<sup>44</sup> Une seule monographie publiée à cette date sur les Tchèques de Volhynie traite de leur séjour en Tchécoslovaquie après 1948 dans une de ses parties : « Volyňští Češi v osídlech represivních orgánů KSČ v letech 1948-1954 » [Les Tchèques de Volhynie dans les filets des organes répressifs du PCT. 1948-1954], in Nosková, *Návrat Čechů*, 62-86.

<sup>45</sup> Ceci ne signifie pas bien sûr qu'ils n'aient pas connu de conflits politiques, bien au contraire ; l'apolitisme de principe constituait en effet une sorte de provocation pour les dirigeants à une époque marquée par la politisation de la sphère publique.

ne portaient pas pour eux la marque d'une tradition familiale vieille de plusieurs générations. Comme pour l'ensemble de la société tchèque, l'intégration de la communauté des Tchèques de Volhynie au sein du projet socialiste ne s'inscrit pas dans un schéma qui distinguerait les collaborateurs coupables d'une part (ici les « pionniers de la collectivisation ») et de l'autre des résistants ou des victimes écrasés par l'appareil répressif.

Je tâcherai d'analyser l'intégration de la minorité des Tchèques de Volhynie dans la société majoritaire de deux points de vue : à travers les desseins du Parti communiste (PCT) et du point de vue des réémigrants de Volhynie, c'est-à-dire de leur organisation mais aussi des communautés particulières et des familles. Si les Tchèques de Volhynie sont doublement confrontés à la pression politique et à l'assimilation, il ne faut pas pourtant imaginer leur « résistance » en termes de conflit violent et de répression brutale (sauf exceptions). On a plutôt affaire à un entrelacement compliqué de différents sentiments d'appartenance et de négociations pragmatiques.

### *Les communistes et les réémigrants de Volhynie*

Face à la réémigration des Tchèques de Volhynie, le Parti communiste adopta une attitude mitigée. Cette population de près de 40 000 personnes était formée entre autres des familles de soldats démobilisés dont on connaissait bien les propos souvent antisoviétiques. Les fonctionnaires du parti employés au ministère de la Défense (dont le ministre lui-même, le général Svoboda) aussi bien que les gens du ministère des Affaires étrangères (autour de Vladimír Clementis) essayaient de négocier la réémigration et de la faire avancer rapidement. Leur motivation s'exprimait dans les termes de la reconnaissance, de la sympathie et de l'élan patriotique. Pourtant, un grand nombre de fonctionnaires importants du parti se rendaient compte des problèmes que causerait

l'arrivée de ce groupe de migrants aux Tchèques venus dans ces régions depuis le centre du pays (et qui votaient communiste pour la plupart). Ils réalisaient également que, vu le statut social et les opinions politiques des paysans de Volhynie, très peu d'entre eux voteraient communiste<sup>46</sup>. Au cours de l'année 1946, lorsqu'il devint évident que la réémigration des familles des soldats de Volhynie, jusque là freinée, allait se réaliser, le Parti communiste adopta une double stratégie : les organes de sécurité que le parti dominait déjà en grande partie, devraient surveiller les ennemis de l'URSS et autres éléments hostiles parmi les Tchèques de Volhynie, tandis que les fonctionnaires communistes s'efforceraient d'accomplir « une tâche immense : rassembler la majorité de la nation »<sup>47</sup>, et intégrer également ce groupe non négligeable de nouveaux venus. Les mots d'accueil que l'on vient de citer et que l'on trouve dans le premier numéro de la revue *Věrná Stráž* (La Garde fidèle) correspondent parfaitement à cette stratégie. De fait, les membres de la communauté des Tchèques de Volhynie avaient eux-mêmes demandé au Premier Ministre Gottwald de prononcer ce discours. Celui-ci mit en avant le rôle de « garant de la liberté et de la sécurité [dont se chargeait] la nouvelle patrie des Tchèques de Volhynie », engagement que la majorité d'entre eux aimaient à entendre. Il soulignait également l'importance des liens avec l'URSS comme la marque de la loyauté des Tchèques de Volhynie envers la nouvelle direction de la Tchécoslovaquie d'après-guerre.

Au nom de l'idée largement partagée d'une nécessaire épuration de la société, une surveillance des soldats démobilisés et des autres réémigrants fut mise en place. Dès le printemps 1946, le ministre de l'Intérieur ordonna une

---

<sup>46</sup> NA, Prague, AÚV KSČ, fonds 23 (Osídlovací komise), a.j. 372-2, « Dopis ÚV KSČ (k rukám s. Patejdl) z Plzně » [Lettre du CC du PCT (à l'intention du camarade Patejdl de Pilsen)], 23 janvier 1948.

<sup>47</sup> NA, Prague, AÚV KSČ, fonds 23 (Osídlovací komise), a.j. 372-1, « Dopis okresnímu sekretariátu KSČ (bez podpisu) » [Lettre au secrétariat de district du PCT (non signée)], 3 avril 1947.



évaluation de la population et sa répartition entre éléments hostiles et individus qu'il fallait essayer de gagner au communisme. Même si cette idée provenait des hautes sphères du PCT, elle débordait le cadre du parti et passait pour légitime dans les discours de l'époque. Une première « campagne d'épuration » dans les régions de Žatec et de Podbořany fut menée après que les soldats de Volhynie eurent refusé de déposer les armes et qu'ils eurent menacé la population locale<sup>48</sup>. D'autres opérations contre des Tchèques de Volhynie, considérés comme des « ennemis passionnés de l'URSS » et des perturbateurs de « la paix générale », furent initiées par le Comité national régional à Prague (*Zemský národní výbor*) après les élections de juin 1946<sup>49</sup>. On peut donc supposer que ces opérations bénéficiaient du soutien du Front national (*Národní fronta*)<sup>50</sup>. Des propos prononcés par des Tchèques de Volhynie et recueillis entre 1947 et 1948 - au moment de leur installation - par des policiers ou des informateurs de la police secrète (*Státní bezpečnost*, StB), témoignent non seulement de leur « hostilité » envers l'URSS mais aussi de leur haine à l'égard des communistes et de leur idéologie. Des déclarations telles que « si ce n'était les membres de leurs familles, il y a longtemps qu'on aurait éliminé tous les fonctionnaires du Parti communiste », ou bien « Gottwald est un porc » et « son plan de deux années, c'est de la m... »<sup>51</sup>, ont été minutieusement enregistrées par les membres de la police secrète (StB). Il est pourtant difficile de juger si ces propos exprimaient l'attitude générale des Tchèques de Volhynie ou s'ils étaient prononcés par des soldats ivres à l'adresse de fonctionnaires communistes

<sup>48</sup> « Volyňští Češi na Žatecku a Podbořansku - očištná akce » [Les Tchèques de Volhynie des régions de Žatec et Podbořany - campagne d'épuration], 22 mai 1946, publié par : Nosková, *Návrat Čechů*, 115-116.

<sup>49</sup> Sur ce thème voir Nosková, *Návrat Čechů*, 49.

<sup>50</sup> Le Front national (*Národní fronta*) regroupait tous les partis politiques dont l'activité était licite dans la Tchécoslovaquie d'après-guerre, c'est-à-dire le Parti communiste tchécoslovaque, le Parti social démocrate tchécoslovaque et le Parti tchécoslovaque populaire.

<sup>51</sup> Nosková, *Návrat Čechů*, 55.

locaux. La violence des prises de becs à caractère politique, surtout sous l'effet de l'alcool, rappelait aux fonctionnaires locaux qu'ils avaient affaire à des gens passés par le front.

C'est probablement ce mélange d'antisoviétisme, de propos anticommunistes, de mentalité de soldats prêts à tout, associé au soupçon du port d'armes, qui amena les organes de sécurité à surveiller et opprimer certains groupes d'anciens soldats de Volhynie dans les premiers mois et les premières années de la dictature du Parti communiste. Des prétendues conspirations contre le régime et contre l'URSS, où l'on attribuait un rôle important à des Tchèques de Volhynie (affaires dites « de la ville d'Aš et de la ville de Most »), furent montées dès les années 1946-1947. Après le coup d'état de février 1948, d'autres opérations de la police secrète suivirent, destinées à dévoiler les « éléments troubles » de la société, voire la préparation supposée d'une résistance armée dans les rangs des anciens soldats de Volhynie. Au début des années 1950, une section « des Tchèques de Volhynie » fut fondée au sein de la « division orientale ». Si de telles sections se virent renforcer – surtout en 1951 – c'est que la plupart des opérations menées dans le but de dévoiler « l'ennemi intérieur » en leur sein avaient échoué faute de preuves. Entre l'été 1949 et 1951, aucun cas d'« action antiétatique des ennemis de l'Ukraine, de Volhynie ou bien de l'Armée blanche » ne fut découvert, ce qui rendit Janoušek, le chef de la division orientale de la police secrète, particulièrement nerveux<sup>52</sup>. Par la suite non plus, les opérations de la police secrète ne se révélèrent pas plus efficaces.

Il y eut pourtant une évolution dans la nature de l'activité antiétatique attribuée aux Tchèques de Volhynie. En 1951 pour la dernière fois, (en lien avec le procès de Rudolf Slánský), le Parti communiste tchèque désigna le chauvinisme et le nationalisme bourgeois comme la clef de voûte des

---

<sup>52</sup> La lettre du chef de la section Est de la première division de la Stb, J. Janoušek, au chef de section J. Hora, 8 mars 1951, citée d'après : Vaculík, *Dějiny volyňských Čechů*, 146.

attitudes « hostiles ». Le nationalisme bourgeois slovaque et hongrois devait avoir sa variante tchèque. Pour les organes de sécurité chargés de démasquer les défenseurs du nationalisme bourgeois, les Tchèques de Volhynie devinrent des cas idéals, tant en raison de leur attitude patriotique après 1945, très nationale et très antigermanique, qu'en raison de leurs prétendus liens avec les nationalistes ukrainiens qui rêvaient d'une Ukraine indépendante de l'URSS. La presse illégale des Tchèques de Volhynie pendant la guerre, imprégnée de « l'esprit nationaliste de la Tchécoslovaquie de Masaryk et de Beneš », était brandie comme preuve de cette accusation<sup>53</sup>. On peut évidemment se demander comment les organes de la sécurité auraient jugé la presse publiée par le PCT lui-même avant 1948. On taxa ainsi de nationalisme bourgeois des membres et des fonctionnaires de l'Union des Tchèques de Volhynie (*Svaz Čechů z Volyně*)<sup>54</sup>. Au milieu des années 1950, d'autres Tchèques de Volhynie furent poursuivis et jugés en raison de leur résistance à la collectivisation ; le procès le plus important concerna les agriculteurs du village de Staňkovice dans la région de Žatec. Il aboutit à quatre peines de prison ferme allant de dix à vingt-cinq ans. Pourtant, d'une manière générale, les organes de sécurité n'étaient pas satisfaits, vu les efforts déployés et le petit nombre de cas « dévoilés ». Un document du ministère de la Sécurité nationale de 1952 témoigne d'un certain désarroi en constatant : « notre but est de les disperser, mais pour le moment ils forment un ensemble très difficile à briser »<sup>55</sup>.

Il est pour le moins douteux que les dizaines de Tchèques de Volhynie, la plupart anciens soldats et membres de partis politiques non-communistes, qui furent condamnés juste après février 1948 à de longues peines de prisons, aient vraiment eu une activité anticomuniste. L'un d'entre eux,

<sup>53</sup> Voir Nosková, *Návrat Čechů*, 85.

<sup>54</sup> Voir Vaculík, *Dějiny volyňských Čechů*, 148.

<sup>55</sup> Ministère de la Sécurité nationale (Ministerstvo národní bezpečnosti), 3 janvier 1952, cité d'après : Vaculík, *Dějiny volyňských Čechů*. III, 1945-1948, 149.

Václav Kytl du village de Maš'ov relate ainsi, des années après les faits, comment un jeune réémigrant de Volhynie devint un ennemi et un « élément antiétatique » :

Au printemps 1948, on a tout d'un coup commencé à manifester contre le Parti communiste ici. On disait que le régime tomberait bientôt, que l'Ouest se tenait prêt, etc. Et que celui qui voulait lutter contre la dictature du Parti communiste devait entrer dans l'Union de la défense (Svaz branosti). Cette Union était présidée par un certain Alfons Kotous ; il me faisait l'impression d'un type usé, pilier de bar de deuxième catégorie, mais j'ai été attiré par l'idée. On devait voler un véhicule et ensuite attaquer l'aéroport de Žatec d'où décollait la Haganah ; mais rien de tout cela ne s'est fait et en automne 1948, nous avons été arrêtés à Postoloprty et mis en prison. Les Juifs de Varsovie nous ont aidés car nous les avions aidés pendant la guerre en Volhynie. Ils ont mis à notre disposition un super avocat, si bien que j'ai été condamné à seulement six ans de prison ferme que j'ai passés à Jáchymov ; c'est mon université. Il s'est avéré que Kotous était un mouchard de la police secrète et qu'il a envoyé deux cents hommes en prison et huit à l'échafaud<sup>56</sup>.

Des gens comme Václav Kytl n'ont pas de raison de nier aujourd'hui la préparation d'une réelle opération de résistance s'ils y ont vraiment pris part. Leurs souvenirs nous montrent ainsi que dans la plupart des cas, il s'agissait de provocations et d'actes préventifs menés par des organes de sécurité. L'inculpation et l'arrestation des Tchèques de Volhynie fut souvent l'expression de l'incertitude que suscitaient l'homogénéité, l'illisibilité et une certaine autonomie de ce groupe. Tous les faits connus à cette date montrent que les Tchèques de Volhynie n'ont préparé ni soutenu aucune forme de résistance systématique. Ils avaient connu le pouvoir répressif de la dictature stalinienne et, après les années dramatiques de la guerre et les transferts qui la

---

<sup>56</sup> Entretien avec Václav Kytl (né à Kupačov en Volhynie), effectué par l'auteur le 2 juin 2009 à Maš'ov près de Podbořany.

suivirent, la majorité d'entre eux aspirait surtout à fonder des familles, travailler leurs biens et vivre « normalement »<sup>57</sup>.

Dans l'esprit de l'épuration d'après guerre, le PCT a bel et bien initié et encouragé des poursuites, puis des arrestations et d'autres formes de répression à l'encontre de particuliers. Concernant les Tchèques de Volhynie toutefois, le parti estimait plus important de les gagner à sa cause. Son action pouvait prendre plusieurs formes : neutralisation, adhésion au parti, notamment pour les membres de l'Union des Tchèques de Volhynie, ou acceptation de la politique agricole du parti (surtout plus tard, pendant la collectivisation).

Pendant la période limitée de la pluralité politique, entre 1945 et 1948, tous les partis politiques tentèrent de gagner les faveurs des Tchèques de Volhynie. Les Socialistes nationaux (*Národní socialisté*) et le Parti tchécoslovaque populaire (*Československá strana lidová*)<sup>58</sup> étaient dans une meilleure position que le Parti communiste qui n'a commencé à s'intéresser à eux qu'au début de 1947, juste avant l'arrivée d'une vague de réémigrants dans le pays. Il est possible qu'une lettre reçue par le premier homme du Parti communiste au ministère des Affaires étrangères, Vladimír Clementis, de la part de son informateur de Moscou, ait favorisé cet intérêt. Cette lettre le mettait en garde contre l'antisoviétisme des Tchèques de Volhynie et le fait que 70 % d'entre eux avaient des opinions nettement antisocialistes. Elle soulignait en outre que, précisément pour cette raison :

<sup>57</sup> Je mentionne la surveillance, la répression et les persécutions subies par certains Tchèques de Volhynie en parallèle du processus d'intégration, d'une part, et la lutte (réfléchie ou non) de ces populations contre l'assimilation, d'autre part, qui est plus précisément au centre de cette étude. Sur la surveillance et la répression des Tchèques de Volhynie par les organes de sécurité, avant et après 1948, voir : Nosková, *Návrat Čechů*, 62-86 ou bien Vaculík, *Dějiny volyňských Čechů*, 140-157.

<sup>58</sup> Un grand nombre d'agitateurs et de défenseurs des Tchèques de Volhynie avant la Deuxième Guerre mondiale (par exemple ceux qui gravitaient autour de l'organisation *Ústřední matice školská*, qui existait aussi en Volhynie) soutenaient le Parti tchécoslovaque social-national (*Československá strana národné socialistická*). Quant aux catholiques parmi les Tchèques de Volhynie, ils étaient proches du Parti populaire (*Lidová strana*).

Il faut que le ministère de l'Intérieur transmette une directive secrète à tous les fonctionnaires communistes de réémigration en Volhynie pour qu'ils mènent une propagande raisonnable parmi les réémigrants en vue de les persuader que c'est l'entourage de Gottwald et non celui de Zenkl<sup>59</sup> ou bien de Šrámek<sup>60</sup> qui rend possible leur retour<sup>61</sup>...

L'Office du repeuplement joua un rôle encore plus important, surtout grâce à la coopération efficace entre son président, Miroslav Kreysa, et le chef de la commission de repeuplement au présidium du Comité central du PCT, Bedřich Steiner. Dès février 1947, Kreysa fit savoir à Steiner que « le parti devait immédiatement exprimer sa volonté de rencontrer nos compatriotes de Volhynie et leur offrir une aide utile dans leurs revendications »<sup>62</sup>. On envoya ainsi, dans tous les villages concernés par le repeuplement, des affiches et des tracts qui signalaient la personne à contacter en cas de problèmes au secrétariat local du Parti communiste.

Au cours de l'année 1947, le Parti communiste s'efforça d'entrer en contact avec « les camarades, parmi les Tchèques de Volhynie », dès leur arrivée en Tchécoslovaquie, dans les centres de rassemblement. Il s'agissait de dizaines plutôt que de centaines de personnes, ce qui était insignifiant au vu du nombre des réémigrants de Volhynie qui arrivaient dans le pays. Selon un agent du PCT opérant au centre de rassemblement de Třemošná, il fallait accorder à ces communistes une aide spéciale « car leur travail est difficile en raison de l'origine sociale et du mode de vie de ces réémigrants »<sup>63</sup>. Ces « camarades » furent répartis dans différents lieux de façon à mettre à disposition du Parti

---

<sup>59</sup> Petr Zenkl, politicien important, était à la tête du Parti tchécoslovaque national-socialiste (*Československá strana národně socialistická*) dans les années 1945-1948.

<sup>60</sup> Jan Šrámek était à la tête du Parti populaire (*Lidová strana*) dans les années 1919-1938 et 1945-1948.

<sup>61</sup> NA, Prague, AÚV KSČ, f. 100/24 (Klement Gottwald), carton 45, a.j. 852, p. 163-163a, Lettre de Miloš Krno de Moscou, 10 janvier 1947.

<sup>62</sup> NA, Prague, AÚV KSČ, fonds 23 (Osídlovací komise), a.j. 372-1, « K rukám soudruha B. Steinerja » [À l'intention du camarade B. Steiner], 10 février 1947.

<sup>63</sup> *Ibid.*, « Zpráva ze shromažďovacího střediska pro volyňské Čechy v Třemošné » [Rapport du centre de rassemblement des Tchèques de Volhynie de Třemošná], 3 avril 1947.

communiste un homme dans chaque région ou bien dans chaque village important<sup>64</sup>. Les acteurs principaux de la politique du PCT visant à attirer les Tchèques de Volhynie étaient issus soit de l'entourage du général Svoboda, soit des ministères de l'Agriculture ou de l'Intérieur ou bien encore de l'Office de repeuplement (*Osídlovací úřad*). Ils savaient très bien que les fonctionnaires locaux des régions et des villages où les Tchèques de Volhynie seraient finalement installés joueraient un rôle primordial. C'est pourquoi l'Office de repeuplement rappelait constamment aux secrétariats locaux du Parti communiste qu'« il fallait en toute occasion apprendre aux membres du parti, et surtout à ses fonctionnaires dans l'administration, à avoir les meilleurs rapports possibles avec les réémigrants, les aider et bien les former politiquement »<sup>65</sup>. Or ces appels n'étaient pas toujours suivis à cause du caractère souvent violent des réémigrants de Volhynie, des querelles politiques, des conflits d'intérêts déjà mentionnés, et du manque de préparation des fonctionnaires locaux du Parti communiste. L'antagonisme entre les acteurs locaux et ceux du centre au sujet de la bienveillance à accorder aux Tchèques de Volhynie est typique de la période de repeuplement (c'est-à-dire approximativement avant 1948), et l'on en trouve traces jusque dans les années 1950.

Les fonctionnaires locaux du Parti communiste et les membres ordinaires du parti dans les zones frontalières n'étaient pas habitués à faire face à une attitude radicalement anticommuniste. L'aversion ouverte de certains Tchèques de Volhynie à l'égard du Parti communiste les choquait à tel point qu'ils cherchaient à en tirer des conséquences concrètes. Certains « camarades dans les villages » où les Tchèques de Volhynie s'étaient installés voulaient même renoncer à leurs fonctions au sein du parti et des comités nationaux, « parce

---

<sup>64</sup> *Ibid.*, « Zpráva pro krajský sekretariát KSČ Plzeň ze shromážděovacího střediska Třemošná » [Rapport du centre de rassemblement de Třemošná adressé au secrétariat régional du PCT de Pilsen], 21 mars 1947.

<sup>65</sup> *Ibid.*, Lettre au secrétariat régional du KSČ (sans signature), 3 avril 1947.

qu'ils avaient peur de ces éléments ». Nombre d'entre eux se mirent au moins à cesser de porter l'étoile rouge pour ne pas éveiller l'attention des soldats qui, de temps en temps, bastonnaient des communistes. D'autres voulaient « régler » eux-mêmes leurs comptes avec les Tchèques de Volhynie. Le Camarade Stibořík du secrétariat du Parti communiste de la région de Chomutov écrit au sujet des problèmes que connaissent certains villages avec des Tchèques de Vohynie : « les camarades sont prêts [à régler les problèmes par la force] et je dois les retenir afin qu'ils ne commettent pas d'imprudence ». Il propose au ministère de l'Intérieur « d'user de tous les moyens pour que ces fauteurs de troubles soient chassés des zones frontalières » ; mais il ajoute : « pour aller où, je n'en sais rien »<sup>66</sup>. L'attitude radicale des fonctionnaires et autres communistes envers les éléments étrangers, caractéristique du milieu local, s'explique aussi par la peur. Il arrivait en effet que des soldats de Volhynie aient attaqué des membres du parti. Dans la région de Osoblaha (pointe nord de la région de Moravie-Silésie), par exemple, on rapporta que les réémigrants de Volhynie avaient « arraché les insignes du parti que portaient des membres du parti et dans un cas quatre réémigrants s'en [seraient] violemment pris à un communiste travaillant au champ le dimanche. Après avoir reconnu être membre du Parti communiste, cet homme a été battu à cause de sa conviction politique<sup>67</sup>. »

Dans les zones frontalières isolées, les comités nationaux locaux maltraitèrent les Tchèques de Volhynie jusque dans la première moitié des années 1950. Outre cette identité paysanne bien enracinée, les modes de ségrégation et de marginalisation employés dans certaines régions par l'administration locale ont sans doute contribué à renforcer l'aversion des Tchèques de Volhynie envers la collectivisation

---

<sup>66</sup> NA, Prague, AÚV KSČ, fonds 23 (Osídlovací komise), a.j. 372-2, Lettre de J. Stibořík (secrétariat de district du PCT de Chomutov) au ministère de l'Intérieur, 3 juillet 1947.

<sup>67</sup> « Reemigranti z Volhynieš - šetření (původce: Stb) » [Enquête (de la Stb) sur les réémigrants de Volhynie], 30 juillet 1947, publié par Nosková, *Návrat Čechů*, 133-134.



(par exemple autour des villes de Horšovský Týn et de Tachov - Bohême de l'ouest - ou de Zábřeh - au nord d'Olomouc). Les organes centraux soulignaient constamment qu'il ne fallait pas considérer les Tchèques de Volhynie comme des ennemis et qu'il fallait leur donner des fonctions politiques et sociales et profiter de leurs capacités d'organisation et de leur esprit travailleur. Les fonctionnaires du parti ne partageaient qu'en partie la méfiance des organes de sécurité et leur pratique de la surveillance. Le plus souvent, les fonctionnaires régionaux parvenaient à s'entendre avec les Tchèques de Volhynie. Du reste, comme le constatait « l'analyse des classes des réémigrants » effectuée pour le Premier ministre en 1949, les Tchèques de Volhynie « avaient déjà accepté la mise en œuvre de notre nouvelle politique en marche vers le socialisme »<sup>68</sup>.

#### *Les communautés et les identités des réémigrants de Volhynie*

En 1951 nous avons achevé la construction de l'église de Chotinèves. On n'avait pas de matériau, pas de chaux. On n'avait rien au début. Les clous devaient être retirés de vieilles planches, redressés et réutilisés au chantier. On lit dans les documents que les vieux tiraient les clous et les redressaient, des dizaines de milliers de clous ; ils les avaient tous comptés. Moi même en 1950, je donnai la documentation à l'architecte qui s'occupait du transfert du toit de l'ancienne briqueterie à la nouvelle église. Après février 1948, il n'était bien sûr pas permis de faire construire d'église ; mais nous avons quand même obtenu l'autorisation de l'administration. Notre curé - qui devait être un négociateur extraordinaire - a promis que s'il recevait la permission de faire construire l'église, il fonderait une coopérative agricole. Mais il n'en a pas parlé aux autres. Il est mort une année après la fondation de la coopérative et ce n'est pas lui qui l'a fondée, mais d'autres. Il a même obtenu une subvention de

<sup>68</sup> NA, Prague, fonds 315/1 (ÚPV), carton 1062, cote 1383/15, « Přítomný stav reemigračních akcí - zpráva Ministerstva práce a sociální péče s návrhem vládního usnesení (Třídní rozbor reemigrantů, kteří se již přistěhovali, jejich kvalifikace a vyspělost kulturní a politická) » [État actuel de la campagne de réémigration - rapport du ministère du Travail et des Affaires sociales et proposition de résolution gouvernementale (Analyse de l'origine sociale des réémigrants, leur qualification et leur maturité culturelle et politique)], 19 juin 1949.

300 000 couronnes pour l'église. Au total, l'église a coûté environ un million et demi de couronnes. Ce pasteur avait été le porte-parole pour les Tchèques de Boratín, lors des négociations avec le gouvernement ukrainien, et l'armée ukrainienne révoltée ; il avait donc déjà une expérience de la dictature. Il devait être bon psychologue ; en fait un prêtre doit l'être, au moins en partie. La construction de cette église, ce fut un petit miracle<sup>69</sup>.

Dans le village de Chotiněves près de Litoměřice, les réémigrants originaires de Český Boratín en Volhynie occupèrent dix-sept propriétés sur les quarante disponibles. La commission de repeuplement ne leur en a pas cédé davantage ; le nombre des réémigrants dépassait déjà d'un tiers le maximum généralement toléré. Les autres Tchèques originaires de Český Boratín, membres de la communauté protestante tchèque, ne se résignaient pas à voir les liens de voisinage et de proximité spirituelle ainsi rompus. Finalement, ils parvinrent à s'installer dans de petits villages, à proximité de Chotiněves – Horní Řebčice, Soběnice, Sedlec et Hrušovany. La communauté fut ainsi préservée, et c'est ensemble qu'ils affrontèrent les nouveaux défis de leur vie dans les zones frontalières. Le conflit le plus virulent qui opposa les protestants de Český Boratín au nouveau pouvoir ne touchait pas la forte identité religieuse des réémigrants, mais la question de la collectivisation. Les Tchèques de Volhynie de Chotiněves et des alentours refusèrent jusqu'en 1956 d'entrer dans la Coopérative agricole (JZD) ; dans la région de Litoměřice, ils comptaient parmi les plus obstinés<sup>70</sup>. Finalement quand ils comprirent qu'ils n'avaient plus le choix, ils prirent l'initiative de fonder leur propre coopérative agricole qu'ils présidèrent eux-mêmes :

<sup>69</sup> Josef Vlk, Tchèque originaire du village de Český Boratín en Volhynie, cité d'après : Sarah Scholl-Schneider, Miroslav Schneider et Matěj Spurný, *Sudetské příběhy: vyhnanci-starousedlíci-osídlenci* [Histoires sudètes : expulsés, habitants de vieille souche et nouveaux arrivants] (Prague : Antikomplex ; Augsburg : Lehrstuhl für Bayerische und Schwäbische Landesgeschichte, Augsburg Universität, 2010), 329-330.

<sup>70</sup> Voir Josef Vlk, Vladislav Vlk et Anna Vlková, *Historie Českého Boratína* [Histoire de Český Boratín] (Ústí nad Labem : Forte, 2000), 235-239.

Quand les réémigrants de Volhynie comprirent qu'il n'y avait pas d'autre issue, ils se sont dit : allons les gars, faisons ce qu'ils veulent, mais que ça marche bien, qu'on ne soit pas des mendiants. C'est la raison pour laquelle leur coopérative agricole était de bonne qualité. Quand ailleurs, une unité valait 50 centimes, ici, c'était 10 couronnes ; à ce tarif, d'autres sont évidemment venus les rejoindre<sup>71</sup>.

D'autres réémigrants occupaient d'importantes fonctions au comité national local de Chotiněves. La coopérative agricole fondée par des réémigrants de Volhynie prospérait, au point de satisfaire et les Tchèques de Volhynie et les fonctionnaires du comité national local et régional. Entre temps, comme le rapportait Josef Vlk dans la citation ci-dessus, les villageois réussirent à bâtir une église avec une subvention de l'État. La négociation et la promesse de fonder une coopérative agricole en échange du soutien de la construction de l'église ne peuvent être confirmées par des sources écrites, mais tous les réémigrants du village attestent ce fait. Même s'il s'agit d'un récit collectif élaboré *ex post*, il est évident que le soutien officiel à la construction de l'église en 1951 a dû faire l'objet de négociations et qu'il a dû s'accompagner d'une contrepartie. Les réémigrants de Český Boratín ont réussi à s'installer dans plusieurs villages de la région, renouveler la hiérarchie dans la communauté religieuse et organiser eux-mêmes la collectivisation, moyennant quoi, ils sont parvenus non seulement à transposer les principaux éléments de leur identité collective dans un nouveau milieu, mais aussi à préserver ces principes au cours des décennies suivantes, sans que la dictature communiste ait une influence déterminante sur leurs structures. En même temps, du point de vue de la majorité et des fonctionnaires de la région, ils se sont comportés loyalement sans provoquer de répression poussée de la part du pouvoir.

---

<sup>71</sup> Anna Vlková, in : Schneider, *Sudetské příběhy*, 329.

L'historiographie des Tchèques de Volhynie après février 1948 a pu estimer qu'il existait « un clivage dans la communauté des Tchèques de Volhynie. Les uns essayaient de s'adapter au régime communiste [...] les autres ne pouvaient plus s'adapter car ils portaient déjà le stigmate de l'ennemi de classe et se heurtaient à la police secrète en toute occasion<sup>72</sup>. » Cette interprétation admet, certes, que la police secrète n'a pas réussi à monter ces deux groupes l'un contre l'autre. Il nous semble toutefois que la pertinence d'un tel clivage doit être mise en doute. D'une certaine façon, elle fait écho à une conception schématique de la société sous un régime de dictature en général. Dans quel groupe mettre les protestants de Český Boratín qui ont su préserver leur identité religieuse et leur communauté, qui ont résisté jusqu'en 1956 à la collectivisation mais qui, en même temps, ont su maintenir leur statut grâce à des négociations habiles avec le pouvoir ? Pour s'affranchir des cadres de perceptions idéologiques de l'époque, et notamment de ceux des organes de sécurité qui travaillaient à partir de perspectives dichotomiques (du type : « soit ils sont avec nous, soit ils sont contre nous »), il nous faut aborder la réalité de façon plus plastique.

Les Tchèques de Volhynie venus vivre dans les zones frontalières de la Tchécoslovaquie peuvent être considérés comme un groupe spécifique à trois niveaux différents. Le premier niveau constitue les communautés villageoises particulières, comme celle des protestants de Český Boratín qui se sont installés autour du village de Chotiněves près de Litoměřice. Un grand nombre de communautés villageoises de Volhynie se sont effectivement dispersées suite à la réémigration ; quelques-unes se sont scindées en plusieurs parties, d'autres ont simplement cessé d'exister et on estime que seule une minorité d'entre elles a réussi à préserver une unité comparable à celle des réémigrants de Český Boratín. Néanmoins, c'est à ce niveau (souvent sous-estimé) que se

---

<sup>72</sup> Nosková, *Návrat Čechů*, 80.

constituaient un grand nombre de liens hiérarchiques et de loyautés fondamentaux pour la vie d'un grand nombre de Tchèques de Volhynie. Josef Vlk le confirme :

Nous ne nous sommes pas occupés de la communauté des Tchèques de Volhynie en général, ce type de lien était plutôt faible. Notre communauté était fondée sur des relations entre habitants d'un même village ; c'est à ce niveau-là que toutes les relations amicales et la vie en commun prenaient leur source. Notre but était de conserver Český Boratín<sup>73</sup>.

Les récits et les mémoires d'autres Tchèques de Volhynie installés dans d'autres lieux attestent que ce sont eux, souvent, qui ont donné une nouvelle identité au lieu où ils se sont installés en y important leur sens de la communauté, leur culture, synthèse des traditions patriotiques et des mœurs ukrainiennes et polonaises qui faisaient partie des sociétés dans lesquelles ils avaient vécu pendant trois générations<sup>74</sup>.

Le deuxième niveau représentait la communauté religieuse des Tchèques de Volhynie qui a joué son rôle aussi dans la question de l'assimilation et de la conservation de la spécificité culturelle de la communauté. Tous les groupes religieux (les orthodoxes, les protestants et les catholiques) étaient unis par un fort sentiment religieux qui les distinguait de la société tchèque majoritaire, surtout dans les zones frontalières du pays. Les communautés protestantes des Tchèques de Volhynie se différenciaient des autres par une bonne connaissance de la langue tchèque, dite « tchèque de Kralice »<sup>75</sup>, qui leur permit une intégration assez rapide et une plus grande mobilité sociale. En même temps, cette communauté était la plus décentralisée des trois ; l'autorité

<sup>73</sup> Entretien avec Josef et Anna Vlk dans : Matěj Spurný (ed.), *Sudetské osudy* [Destins sudètes] (Prague : Antikomplex, 2006), 86-99.

<sup>74</sup> Sur ce thème voir par exemple L. Šebková-Rychtrová, « Kulturní a společenský život v Podlesicích » [La vie culturelle et sociale à Podlesice], in *Z Kupičova do staré vlasti* [Partis de Kupičov pour leur ancienne patrie] Václav Kytl, Václav Zápotocký et Miloslava Žáková (Prague : s.n., 2005), 138-141.

<sup>75</sup> « Bible de Kralice » *Kralická Bible* est l'appellation donnée à la traduction complète en tchèque de la Bible effectuée par les Frères tchèques au XVI<sup>e</sup> siècle et imprimée dans le village de Kralice.

reposait sur les pasteurs locaux et des communautés religieuses locales. Ainsi, l'identité religieuse et l'identité de la communauté concrète se superposaient et assuraient l'autonomie, la préservation de l'identité et une certaine immunité à l'assimilation rapide. Les Tchèques de Volhynie de foi orthodoxe, surtout ceux qui étaient venus de la Volhynie de l'est, préféraient souvent l'ukrainien au tchèque. Leur organisation religieuse était plus centralisée et plus hiérarchique et elle s'est intégrée à l'Église tchécoslovaque orthodoxe, formée elle aussi par la minorité ukrainienne de Tchécoslovaquie. Vu le nombre élevé des réémigrants de Volhynie dans la région de Žatec, on leur permit dès le printemps 1948 d'utiliser pour leurs offices l'église Saint-Jacques à Žatec ; l'administration salua à ce propos l'apport de « l'instruction slave du peuple tchèque »<sup>76</sup>. Les catholiques de Volhynie formaient le groupe le plus ouvert à l'assimilation car leur identité religieuse ne les distinguait en rien de la majorité des chrétiens des pays tchèques. Croyants et pratiquants, ils se sont néanmoins confrontés, eux aussi, au milieu très différent que formaient des groupes habitant les régions frontalières. Václav Kytľ, originaire du village catholique de Kupičov en Volhynie, remarque ainsi à propos des relations existant entre les Allemands demeurés sur place dans la région de Podbořany, les Tchèques venus de l'intérieur du pays et les catholiques de Volhynie :

Comme des Allemands, nous étions catholiques, si bien que nous avions la même opinion à propos de certaines choses à l'encontre des Tchèques venus de l'intérieur du pays. Nous allions ensemble à l'église et dans un article du journal local on nous a accusés de collaborer avec des Allemands contre des Tchèques. [...] Quand des gens arrivaient de l'intérieur du pays, et aussi de Moravie, c'étaient tous des bolcheviks. Nous, les Tchèques de Volhynie, en tant que catholiques, nous étions proches au Parti populaire (*Lidová strana*)<sup>77</sup>.

---

<sup>76</sup> « Pravoslavná církev v Žatci » [L'Église orthodoxe de Žatec], *Věrná stráž*, année III, 21 mai 1948, 8.

<sup>77</sup> Entretien avec Václav Kytľ (né à Kupičov en Volhynie), le 2 juin 2009 à Mašťov près de Podbořany.

Comme l'attestent les paroles de Václav Kytl – et comme le montrent aussi son destin de prisonnier à Jáchymov, et celui d'autres Tchèques de Volhynie proches du Parti populaire – ce sont surtout les catholiques de Volhynie qui entrèrent en conflit ouvert avec la dictature du Parti communiste, après février 1948, malgré leur meilleure prédisposition à l'assimilation.

Le troisième niveau englobe la communauté des Tchèques de Volhynie dans son ensemble représentée, dès 1945, par l'Union des Tchèques de Volhynie (*Svaz Čechů z Volyně*). Dans les premières années de la réémigration, il s'agissait d'une importante institution qui représentait des Tchèques de Volhynie et les aidait à s'orienter dans leur nouvelle situation et à défendre leurs droits. Il s'agissait aussi d'un acteur politique, ce qui explique que ses membres aient eu un sens plus développé de l'adaptation, de l'assimilation et de la loyauté. Cette loyauté des représentants des Tchèques de Volhynie envers la direction de l'État ne peut être réduite à un simple mimétisme calculé de l'Union qui se serait efforcée d'obtenir des compensations pour les biens laissés en Volhynie. Les réémigrants de Volhynie avaient choisi librement le retour en Tchécoslovaquie, et ils voulaient y rester. À plusieurs reprises et même après 1948, ils firent la preuve de leur loyauté envers le pays et restèrent liés à l'État tchécoslovaque aussi bien politiquement que sentimentalement. Malgré leur réserve incontestable envers l'idéologie communiste, manifeste au sein de la direction de leur Union jusque dans ses discours officiels<sup>78</sup>, ils considéraient le Parti communiste comme le représentant d'un État envers lequel ils étaient reconnaissants, et auquel ils avaient promis leur loyauté. Les soirées-rencontres avec le général Svoboda, organisées avec toujours beaucoup de

---

<sup>78</sup> Le fait que, pendant les réunions officielles, les membres de la direction de l'Union s'appelaient mutuellement « frère » et jamais « camarade » est un détail caractéristique. Voir les rapports des réunions et des assemblées générales (1947-1957) : NA, Prague, fonds 1159 (*Svaz Čechů z Volhynie*) [Association des Tchèques de Volhynie], carton 7, n° inv. 56 et 57.

succès dans les années 1950, témoignent de cette loyauté aux accents militaires. Ce sentiment n'était pas le propre des seuls fonctionnaires de l'Union des Tchèques de Volhynie. En témoignent l'activité infatigable des Tchèques de Volhynie dans leur ensemble, leur attitude envers la collectivisation qui, quoique réservée, était jugée constructive par les autorités, et leur sens de la discipline dans les moments politiques clés. Comme le remarque Jaroslav Vaculík, dès les élections de mai 1948, une grande majorité des Tchèques de Volhynie de la région de Žatec (où leur proportion était la plus élevée) répondit à l'appel du comité d'action local de l'Union des Tchèques de Volhynie à voter pour la liste unique des candidats du Front national (*Národní fronta*). Si bien que dans la région de Žatec, aucun des quarante « villages patriotiques » ne recueillit le moindre vote blanc ; plus de 99 % des électeurs de la région avaient voté pour la liste de *Národní fronta*, ce qui surpassait de loin la moyenne nationale<sup>79</sup>.

Les comptes rendus des assemblées générales de l'Union des Tchèques de Volhynie, surtout ceux de la période 1948-1952, les articles publiés dans la revue *Věrná stráž* (contenu qui se modifie à partir de 1948) témoignent de cette combinaison spécifique d'adaptation, d'efforts d'assimilation, mais aussi de préservation de l'autonomie, d'un espace de vie et d'une mémoire collective. En cela, les Tchèques de Volhynie se distinguent de la plupart des autres groupes de réémigrants, uniquement représentés par une section du Bureau des Tchécoslovaques à l'étranger.

En accord avec la direction politique du pays avant et après 1948, la direction de l'Union des Tchèques de Volhynie considérait que l'objectif principal de l'Union était de favoriser l'intégration sociale des Tchèques de Volhynie dans les zones frontalières jusqu'à leur assimilation. Mais ce mot

---

<sup>79</sup> Les résultats de ces élections étaient falsifiés si bien que ces chiffres n'ont qu'une valeur limitée mais ils permettent d'effectuer des comparaisons avec d'autres régions. Cf. Vaculík, *Dějiny volyňských Čechů*, 133.



d'ordre recouvrait des représentations différentes, non seulement parmi les fonctionnaires du Parti communiste et les Tchèques de Volhynie mais aussi parmi les représentants de la communauté des Tchèques de Volhynie. Un rôle important dans l'essor à la fois d'une culture spécifique et d'une véritable « vie en commun et assimilation des Tchèques de Volhynie »<sup>80</sup> échet aux organisateurs d'olympiades d'arts populaires et d'artisanats des Tchèques de Volhynie auxquelles participèrent, comme on le souligna, « beaucoup de Tchèques de la région, des pionniers et des membres de l'Union tchécoslovaque des jeunes (ČSM) ». Dans la revue *Věrná stráž* on trouvait encore en 1952 de longs articles de Václav Židlický sur la spécificité linguistique des Tchèques de Volhynie<sup>81</sup>. C'est à cette époque que culmina l'effort visant à préserver la mémoire collective des Tchèques de Volhynie en tant que membres d'une communauté spécifique au lourd passé, comme en témoignent des publications, l'ouverture d'un musée et un certain nombre de monuments dédiés à la mémoire du village de Český Malín (Volhynie) saccagé par des nazis<sup>82</sup>. Ce sont les articles consacrés à l'histoire des Tchèques de Volhynie qui assurèrent la popularité de la revue *Věrná stráž* auprès de ceux qui n'approuvaient pas sa loyauté envers le pouvoir politique. La revue soulignait aussi l'identité religieuse de la communauté. Encore à la fin des années 1940 et au début des années 1950, elle ne cessait de convaincre ses lecteurs du maintien de la liberté religieuse<sup>83</sup>. Grâce à la triade religieuse, linguistique et mémorielle, et malgré ses appels démonstratifs en faveur de l'assimilation, la

<sup>80</sup> « Olympiady a asimilace » [Olympiades et assimilation], *Věrná stráž*, année V, 14 juillet 1950, 5.

<sup>81</sup> « O jazyce volyňských Čechů » [La langue des Tchèques de Volhynie], *Věrná stráž*, année VII, 29 février, 30 mars, 30 avril, 30 mai, 15 juin, 30 juin 1952. Voir aussi F. Hrdlička, « O jazyce volyňských Čechů » [La langue des Tchèques de Volhynie], *Věrná stráž*, année IV, 5 août 1949, 3-4.

<sup>82</sup> Voir par exemple « K otázce našeho musea » [La question de notre musée], *Věrná stráž*, année VI, 29 juin 1951, 1-2.

<sup>83</sup> Voir par exemple « Svoboda náboženského vyznání » [Liberté de confession], *Věrná stráž*, année III, 4 juin 1948, 5 ou bien « Zákonné zajištění náboženské svobody » [La liberté de confession garantie par la loi], *Věrná stráž*, année IV, 21 octobre 1949, 4.

revue des Tchèques de Volhynie contribua à la conservation de la spécificité de ce groupe social.

La question la plus susceptible de causer un grave conflit entre l'Union des Tchèques de Volhynie (représentée par sa revue *Věrná stráž*) et la majorité des Tchèques de Volhynie était la collectivisation agricole. La direction de l'Union décida de soutenir sans réserve la politique agricole de l'État, c'est-à-dire celle du Parti communiste. Tous les agriculteurs membres de la direction, à une exception près, entrèrent dans des coopératives agricoles (JZD) dès le début de l'année 1951<sup>84</sup>. Comme le parti communiste, ils soutinrent l'activité des coopératives dans les premières années et considéraient que « la suppression des bornes des champs » était une bonne mesure. La revue montra en exemple les groupes des Tchèques de Volhynie qui, dans leurs villages, avaient intégré ou même contribué à créer des coopératives agricoles<sup>85</sup>.

Même cette glorification de la collectivisation agricole, qui restait très problématique aux yeux des paysans, n'entama pas la légitimité de l'Union et de sa revue aux yeux de la population des Tchèques de de Volhynie. Dans les années 1950, des milliers de Tchèques de Volhynie étaient abonnés à la revue *Věrná stráž*, et ce pas uniquement par intérêt pour la tradition. En 1952, l'Union des Tchèques de Volhynie comptait 5795 adhérents<sup>86</sup>, c'est-à-dire qu'environ la moitié des familles y avait un membre. Le prisonnier de Jáchymov déjà mentionné, Václav Kytl, remarque que certains fonctionnaires de l'Union avaient fait des pieds et des mains pour obtenir leurs titres, mais il admet qu'il était lui-même

---

<sup>84</sup> NA, Prague, fonds 1159 (Svaz Čechů z Volyně), carton 7, n° inv. 52, « Informace o SČZV a o plnění plánu » [Information sur l'Association des Tchèques de Volhynie et l'accomplissement du plan], 27 mars 1951.

<sup>85</sup> Il existe des dizaines d'articles sur ce sujet, parus principalement en 1950, 1951 et en 1952. Citons quelques titres explicites parmi d'autres : « Rozoráním mezi k větším výnosům » [Cultiver les friches pour améliorer les rendements], « Družstevníci v Liběšicích na Žatecku jdou v předních řadách budovatelů socialismu na vesnici » [Les membres des coopératives de Liběšice près de Žatec sont au premier rang de la construction du socialisme à la campagne].

<sup>86</sup> Vaculík, *Dějiny volyňských Čechů*, 134.

abonné à la revue et que l'Union jouait un rôle important. Selon ses propres paroles, « on [y] trouvait des gens qui avaient de l'autorité à nos yeux, même s'ils devaient entrer au Parti communiste »<sup>87</sup>. Grâce à son habile stratégie de communication, l'Union des Tchèques de Volhynie sut préserver l'identité collective des réémigrants de Volhynie fondée sur l'histoire qu'ils avaient vécue ensemble, sur la vie religieuse intense et sur des activités culturelles. En même temps, elle favorisait la loyauté envers le régime politique et elle a affaibli la résistance politique par son rôle de médiateur entre les Tchèques de Volhynie et le Parti communiste. Ceci fonctionna du moins pendant un certain temps.

Cinq années après le coup de février 1948, concilier, d'un côté, loyauté envers l'État dirigé par le PCT, appel à l'assimilation et à la collectivisation et, de l'autre, appui à l'autonomie et à la création d'un espace de vie propre à la communauté devint impossible au sein de l'Union des Tchèques de Volhynie et de sa revue *Věrná stráž*. Dans le premier numéro de 1952, les rédacteurs soulignent encore que la revue « est l'expression de notre immense solidarité patriotique née durant notre long séjour à l'étranger » et « affermie par une commune souffrance, par des succès et des sacrifices »<sup>88</sup>. Toutefois, à cette même date, la direction de l'Union commença à perdre les soutiens dont elle jouissait au sein du PCT. Les Tchèques de Volhynie membres du parti appartenaient au courant lié à la „révolution nationale“. Après le procès de Rudolf Slánský, ce courant se trouva menacé par la lutte menée contre le nationalisme bourgeois et pour le socialisme international. Des personnages clés du repeuplement des zones frontalières, comme le général Svoboda, puissant protecteur des Tchèques de Volhynie, furent mis à l'écart.

<sup>87</sup> Entretien avec Václav Kytl (né à Kupičov en Volhynie), le 2 juin 2009 à Maš'ov près de Podbořany.

<sup>88</sup> « Věrná stráž – její poslání a úkoly » [Le journal *Věrná stráž*, sa mission et sa tâche], *Věrná stráž*, année VII, 30 janvier 1952, 1-2.

À la fin de l'année 1952, le ministère de l'Information et de l'Éducation populaire s'opposa au modus vivendi qui régnait jusque là entre la représentation des Tchèques de Volhynie et les élites de la dictature du Parti communiste en faisant savoir qu' « en raison des mesures nécessaires pour économiser le papier, le ministère n'a pas pu inclure la revue *Věrná stráž* dans le plan éditorial de l'année 1953 et supprime en conséquence la permission de la publier »<sup>89</sup>. La direction de l'Union décida de protester contre cette décision et d'intervenir en soulignant l'importance de la revue alors que le processus de compensation des biens entraînait dans sa dernière phase. L'Union fut soutenue par quelques fonctionnaires du parti et par le ministère de l'Intérieur. Les parties adverses savaient bien que la véritable raison n'était ni le manque de papier, ni la question de la compensation des biens. En fait, le ministère ne tolérait pas les sujets traités par la revue ; c'est ce que nous apprennent les rapports secrets sur la revue *Věrná stráž*. La déception de l'Union lorsqu'elle apprit que la revue serait remplacée par un bulletin d'information rendant compte des décisions du comité de l'Union et de ses assemblées générales montre bien que, pour l'Union, l'argument de la nécessité de fournir des informations sur les compensations des biens était secondaire. Avec la disparition de la revue *Věrná stráž* disparut tout un espace public qui, moyennant certaines règles, permettait la rencontre des Tchèques de Volhynie de toute confession et de toute région. La direction de l'Union s'en rendait bien compte et peu après l'interdiction de la revue elle a renoncé au rôle d'intégration qu'elle avait tenu pour tous les Tchèques de Volhynie malgré – et d'une certaine façon grâce à – sa loyauté déclarée envers le pouvoir politique.

L'anéantissement progressif des moyens de représentation de la communauté des Tchèques de Volhynie en tant que

---

<sup>89</sup> NA, Prague, fonds 1159 (Svaz Čechů z Volhynie), carton 7, n° inv. 57, « Zázpis z výborové schůze Svazu Čechů z Volhynie » [Compte rendu de la réunion du comité de l'Association des Tchèques de Volhynie], 28 décembre 1952.

groupe social témoigne de l'étroitesse de la marge de manœuvre laissée à une minorité non ethnique pour maintenir son autonomie alors que la dictature communiste tchécoslovaque naissante la promettait à l'assimilation totale. La relation de loyauté entre la direction de l'Union et les milieux politiques les plus haut placés demeurait complexe et très fragile. Jamais, ni le haut personnel politique (ministres et membres du CC du PCT) ni la population tchèque de Volhynie n'accordèrent une confiance pleine et entière à l'autre partie. Forte était la tension entre la loyauté envers le régime et la voix « authentique » de la communauté. C'est grâce seulement à l'habileté de la direction de l'Union des Tchèques de Volhynie que cette organisation put demeurer un acteur essentiel, pilier de l'intégration, jusqu'en 1952, puis défendre au moins les exigences matérielles de tous les Tchèques de Volhynie jusqu'en 1957.

Pour autant, cette conclusion ne signifie pas nécessairement qu'une identité autonome n'ait pas été compatible avec une loyauté envers la dictature socialiste pendant de longues années. S'il s'est avéré impossible de préserver l'identité de la communauté en tant que groupe suite à la disparition de son organisme représentatif et à l'essoufflement de ceux qui avaient lutté en son sein, les liens fondés sur une même appartenance religieuse, paysanne ou villageoise, demeurèrent très fortement implantés et difficilement déracinables, même sous la dictature. Les autorités traditionnelles, tels que les pasteurs protestants, les modes de vie communs ou bien la confiance entre les membres d'une communauté en formaient les piliers. Lorsque de telles communautés ont pu se constituer après la réémigration, comme nous l'avons vu dans le cas de Český Boratín « transporté » dans la région de Litoměřice, elles ont fourni le socle à des négociations constructives avec le pouvoir politique en préservant les structures internes autonomes, les mentalités et les identités particulières.